

EXCLUSION SOCIALE

Anne Petiau est sociologue, directrice du Centre d'études et de recherches appliquées (CERA)



Marie Loison-Leruste est sociologue, maîtresse de conférences à l'université Paris XIII

ENTRETIEN AVEC **Anne Petiau** ET **Marie Loison-Leruste**

L'ouverture à la concurrence

Les deux sociologues, spécialistes des questions touchant à l'exclusion sociale, mettent au jour les luttes de pouvoirs qui échappent aux professionnels de première ligne.

Vous avez travaillé ensemble sur une recherche action en lien avec un projet de maraude sociale et sanitaire à Paris. Une maraude de plus ?

Anne Petiau. L'intérêt de cette maraude est d'associer dans la même équipe des professionnels du social et du sanitaire spécialement mobilisés autour des gares. Mais il est vrai que de nombreuses maraudes se déploient sur le terrain, chacune avec sa spécialité. Les uns vont s'adresser aux jeunes, les autres aux personnes avec des conduites addictives... sans toujours voir qu'elles s'adressent parfois aux mêmes personnes. On sait que cette profusion de maraudeurs sur certains territoires peut conduire à une sur-sollicitation des personnes à la rue, qui peuvent manifester un rejet de la proposition d'aide. Alain Mercuel évoque ces panneaux affichés par des personnes sans abri : « chien méchant », « ici pas de demande » (1). Un projet de coordination existe depuis 2009 et a été confié au Samu social de Paris en 2016 dans le cadre du SIAO (service intégré de l'accueil et de l'orientation) urgence. Rien que sur le quartier concerné par notre recherche-action, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS ex-FNARS) Île-de-France a dénombré pas moins de 17 maraudes officielles, sans prétendre à l'exhaustivité.

Comment les travailleurs sociaux perçoivent-ils cette multiplicité des acteurs sur le terrain ?

Anne Petiau. C'est plutôt la non-demande des personnes à la rue qui interroge les professionnels de terrain. Dans notre recherche-action nous avons rencontré et travaillé avec des équipes pluridisciplinaires de plusieurs associations et services publics. Ce qui frappe

avant tout ces acteurs, c'est que certaines personnes à la rue refusent l'aide qui leur est proposée ou ne s'en saisissent que partiellement. Si nous identifions, dans notre analyse, une concurrence des acteurs générant des effets de segmentation et de saturation institutionnelle pour les personnes sans abri, les travailleurs sociaux y voyaient plutôt celle d'une coexistence nécessaire des acteurs pour couvrir l'ensemble des besoins.

Cette notion de « non-demande » des sans-abri n'est pas nouvelle...

Anne Petiau. C'est effectivement un problème régulièrement pointé par les acteurs de l'urgence sociale et qui est toujours au cœur de leurs préoccupations sur le terrain. Les sociologues ont travaillé sur ces questions. Aujourd'hui, la notion de « non-recours » permet de renouveler la réflexion et surtout de la placer dans le contexte politique et social alors que les acteurs mobilisent spontanément une vision très individualisée et psychologisante des personnes et des problématiques.

Est-ce à dire que rien n'a bougé dans le secteur de l'urgence sociale ?

Marie Loison. Au contraire, le secteur s'est énormément transformé sur les plans organisationnel, économique et politique. Les évolutions du secteur et la volonté de coordonner les actions viennent moins d'une réflexion sur cette mise en concurrence des acteurs que sur la notion de parcours des personnes, impulsée dans le sillage des Enfants de Don Quichotte (2). L'objectif de fluidifier les parcours entre dispositifs d'urgence et dispositifs d'insertion s'est imposé avec l'idée de non-remise

à la rue. Cela a donné la création des SIAO urgences et insertion. La coordination des acteurs est partie de là, mais elle a fait l'impasse sur la question de la concurrence entre les associations, qui doivent jouer leur carte dans la course aux financements tout en essayant de se coordonner avec les autres. Conclusion : la concurrence sur le terrain n'a guère disparu. Désormais, les mastodontes associatifs se partagent le « marché ». À côté émergent quelques « start up » qui se saisissent de nouvelles niches. Par ailleurs, l'animation et la régulation sont de plus en plus déléguées par les pouvoirs publics. À Paris, le Samu social va maintenant gérer les deux SIAO, insertion et urgence, la coordination des maraudes, et dispose de son propre outil d'observation. Il se trouve de fait en position d'expert monopolistique. Même la connaissance sur le nombre et la situation des personnes sans abri fait l'objet d'une lutte de pouvoirs pour l'accès aux financements.

On voit peu de place pour les publics dans le tableau que vous brossez...

Marie Loison. Les publics se sont diversifiés mais les questions qui se posent sur le terrain ont peu évolué. On ferait même plutôt marche arrière tant les représentations sociales des personnes à la rue tendent à se simplifier. Il y a précisément un enjeu de connaissance fine des publics précarisés. Et celle-ci se construit dans un dialogue entre terrain et recherche, car les travailleurs sociaux et les chercheurs apportent des regards et des analyses complémentaires. Or le travail produit depuis plus de vingt ans est en voie d'aplanissement. Même dans les représentations sociales des sans-abri, on a l'impression d'un retour en arrière : seule compte la pauvreté qui se voit. Ce qui se traduit par une focalisation des pouvoirs publics sur l'urgence. Les données de l'INED et de l'INSEE (3) sur les utilisateurs des services d'aide aux personnes sans domicile ou mal logées montrent pourtant combien les situations sont diverses et complexes. Ce qui appelle à une politique ambitieuse et de long terme, alors qu'on est toujours à la politique du thermomètre, avec l'agitation de la mise à l'abri quand vient l'hiver.

Que deviennent les travailleurs sociaux dans cet échiquier ?

Marie Loison. Les travailleurs sociaux et les associations, qui ont acquis des savoirs précieux, sont ringardisés par la nouvelle configuration du secteur, marqué par le supposé dynamisme du new public management et de l'entrepreneuriat social. C'est encore une autre manière de délégitimer les travailleurs sociaux, toujours plus en déficit de reconnaissance. La solidarité citoyenne vient aussi isoler les professionnels. Par exemple avec des applications qui mettent en rela-

tion des sans-abri et des hébergeurs volontaires. On fait croire à la société civile qu'elle peut et doit pallier les problèmes sociaux et les déficiences du secteur alors que les professionnels du social sont là et sont le plus souvent bien, et de mieux en mieux, formés pour répondre à la question sociale. Le vrai problème est en fait politique. Et par ailleurs on entend peu les travailleurs sociaux eux-mêmes.

C'est cette délégitimation qui selon vous explique le peu de place prise par les travailleurs sociaux de terrain dans les débats ?

Marie Loison. Les travailleurs sociaux ont du mal à se fédérer car ils travaillent dans des secteurs très différents (handicap, enfance en danger, exclusion, protection judiciaire, etc.). Comme d'autres travailleurs de première ligne (infirmiers, policiers, etc.), ils ont peu de reconnaissance salariale et sociale et sont pressurés par leurs conditions de travail qui ne leur per-



Une maraude du Samu social et de la Croix rouge à Aix en Provence

mettent pas toujours de considérer les questions à grande échelle. Pour tenir le coup dans ce métier difficile il faut y trouver du sens. On le trouve sûrement plus en se concentrant sur les situations des personnes réellement rencontrées, au cas par cas, que dans l'actuel projet politique de société.

Propos recueillis par Céline Loriente

(1) Alain Mercuel, *souffrance psychique des sans-abri*, éd. Odile Jacob, 2012.
(2) En 2006, l'installation de tentes le long du canal Saint Martin par les Enfants de Don Quichotte interpelle les pouvoirs publics sur les conditions de vie des personnes sans abri.
(3) Enquête auprès des personnes fréquentant les services d'hébergement ou de distribution de repas - 2012 : www.insee.fr